



Service | Innovation | Rentabilité

SERVICES PARTAGÉS CANADA

État des résultats prospectif

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018



Services partagés
Canada

Shared Services
Canada

Canada

Services partagés Canada
État des résultats prospectif
Pour l'exercice se terminant le 31 mars
(en milliers de dollars)

	Résultats projetés 2016-2017	Résultats prévus 2017-2018
Charges		
Courriels et technologie en milieu de travail	190 390	168 049
Centres de données	706 286	646 768
Télécommunications	842 574	684 239
Cybersécurité et sécurité de la TI	176 228	185 408
Gestion de programme	-	116 551
Courtage de services infonuagiques publics	-	1 286
Services internes	170 509	178 777
Total des charges	2 085 987	1 981 078
Revenus		
Vente de biens et services	534 033	418 641
Revenus divers	504	448
Revenus gagnés pour le compte du gouvernement	(11 561)	(11 555)
Total des revenus	522 976	407 534
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	1 563 011	1 573 544

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état des résultats prospectif.

Services partagés Canada
Notes à l'état des résultats prospectif
Pour l'exercice se terminant le 31 mars

1. Méthodologie et hypothèses importantes

L'état des résultats prospectif a été établi en fonction des priorités du gouvernement et des plans ministériels qui sont décrits dans le plan ministériel.

Les renseignements présentés dans les résultats projetés de l'exercice 2016-2017 ont été calculés en tenant compte des activités prévues de Services partagés Canada (SPC) qui sont connues et anticipées pour le présent exercice financier. Des prévisions ont été réalisées pour les résultats prévus de l'exercice 2017-2018.

À la suite d'un changement de méthodologie, les chiffres présentés sont fondés sur les résultats prévus plutôt que sur les autorisations.

Les principales hypothèses qui sous-tendent les prévisions sont les suivantes :

- (a) Les activités du Ministère resteront, pour l'essentiel, les mêmes que celles de l'exercice précédent.
- (b) Les charges et les revenus, y compris la détermination des montants de sources internes et externes au gouvernement, sont fondés sur l'expérience acquise. L'évolution générale historique devrait se poursuivre.
- (c) Les résultats prévus incluent des opérations pour lesquelles il y a une assurance raisonnable que les autorisations appropriées soient obtenues.

Ces hypothèses ont été adoptées en date du 31 janvier 2017.

2. Variation et évolution des prévisions financières

Même si tous les efforts ont été déployés pour prévoir les résultats définitifs pour le reste de l'exercice 2016-2017 et pour 2017-2018, les résultats réels des deux exercices risquent de différer des prévisions financières présentées, et l'écart pourrait être important.

Lors de la préparation du présent état des résultats prospectif, SPC a établi des estimations et des hypothèses à l'égard d'événements futurs. Ces estimations et hypothèses pourraient différer des résultats financiers réels subséquents. Elles sont fondées sur l'expérience acquise et d'autres facteurs, notamment les prévisions relativement aux événements futurs qui sont considérées comme raisonnables compte tenu des circonstances, et sont évaluées de façon continue.

Les facteurs qui pourraient donner lieu à des écarts importants entre l'état des résultats prospectif et l'état des résultats historique sont entre autres :

- (a) Le moment et le montant des acquisitions et des aliénations d'immobilisations corporelles qui peuvent influencer sur les gains ou pertes et les charges d'amortissement.
- (b) La mise en œuvre de nouvelles conventions collectives.
- (c) La conjoncture économique, qui peut avoir une incidence à la fois sur le montant des revenus perçus et sur la possibilité de recouvrer les débiteurs.
- (d) Les modifications supplémentaires au budget de fonctionnement, telles que des nouvelles initiatives ou des rajustements techniques mis en œuvre plus tard au cours de l'exercice.

Une fois que le plan ministériel sera déposé au Parlement, SPC ne fera pas de mise à jour des prévisions, quelles que soient les modifications apportées aux ressources financières dans les budgets supplémentaires des dépenses. Les écarts seront expliqués dans le rapport ministériel sur les résultats.

Services partagés Canada
Notes à l'état des résultats prospectif
Pour l'exercice se terminant le 31 mars

3. Sommaire des principales conventions comptables

L'état des résultats prospectif a été préparé conformément aux conventions comptables du gouvernement du Canada en vigueur pour l'exercice 2016-2017, et s'appuie sur les normes comptables canadiennes pour le secteur public. La présentation et les résultats qui découlent de l'utilisation des conventions comptables énoncées ne donnent lieu à aucune différence notable par rapport aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

a) Charges

Les charges sont comptabilisées selon la méthode de comptabilité d'exercice.

Les charges de fonctionnement de SPC sont constatées lorsque les biens sont reçus ou que les services sont rendus, y compris les services fournis gratuitement pour les locaux, les cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires et les services juridiques, qui sont comptabilisés à titre de charges à leur coût estimatif. Les indemnités de vacances et de congés compensatoires ainsi que les indemnités de cessation d'emploi sont accumulées et comptabilisées au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit en vertu de leurs conditions d'emploi.

Les charges incluent également des provisions qui tiennent compte de changements dans la valeur des actifs et des passifs, dont les passifs éventuels, dans la mesure où l'événement futur est susceptible de se produire et où une estimation raisonnable des répercussions peut être établie.

Les charges incluent également l'amortissement des immobilisations corporelles, lesquelles sont capitalisées à leur coût d'acquisition. Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de vie utile estimative de l'actif.

b) Revenus

Les revenus sont comptabilisés dans l'exercice pendant lequel les opérations ou les faits sous-jacents surviennent.

Les fonds qui ont été reçus à l'avance sont comptabilisés comme des revenus reportés dans la mesure où SPC a une obligation envers d'autres parties de fournir des biens, des services ou des actifs qui seront utilisés à une date future.

Les revenus qui ne sont pas disponibles à être dépensés à nouveau ne peuvent servir à acquitter les passifs de SPC. Bien que l'on s'attende à ce que le président maintienne le contrôle comptable, il n'a pas l'autorité sur la disposition des revenus non disponibles à dépenser à nouveau. Par conséquent, les revenus non disponibles à dépenser à nouveau sont considérés comme étant gagnés pour le compte du gouvernement du Canada et sont donc présentés en réduction du montant brut des revenus de SPC.

Services partagés Canada
Notes à l'état des résultats prospectif
Pour l'exercice se terminant le 31 mars

4. Autorisations parlementaires

SPC est financé par le gouvernement du Canada au moyen d'autorisations parlementaires. La formule de comptabilisation des autorisations consenties à SPC ne correspond pas à celle des rapports financiers établis selon les principes comptables généralement reconnus, étant donné que les autorisations sont principalement fondées sur les besoins de trésorerie. Les postes comptabilisés dans l'état des résultats prospectif d'un exercice donné peuvent être financés au moyen d'autorisations parlementaires approuvées au cours de l'exercice précédent, de l'exercice en cours ou d'exercices futurs. Par conséquent, le coût de fonctionnement net de SPC pour l'exercice diffère suivant qu'il est calculé selon les principes du financement public ou selon la méthode de comptabilité d'exercice. Les différences sont rapprochées dans les tableaux suivants :

a) Rapprochement du coût de fonctionnement net et des autorisations demandées

	Résultats projetés 2016-2017	Résultats prévus 2017-2018
	(en milliers de dollars)	
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	1 563 011	1 573 544
Ajustements pour les éléments ayant une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais n'ayant aucune incidence sur les autorisations :		
Amortissement des immobilisations corporelles	(136 277)	(188 057)
Perte nette sur l'aliénation d'immobilisations corporelles et ajustements	10	-
Services fournis gratuitement par d'autres ministères	(81 163)	(83 007)
Diminution (augmentation) des indemnités de vacances et congés compensatoires	538	(1 103)
Diminution (augmentation) des avantages sociaux futurs	(418)	(1 324)
Recouvrements et ajustements de charges d'exercices antérieurs	9 694	9 924
Revenus disponibles à être dépensés à nouveau	3 468	-
Autres	490	440
Total des éléments ayant une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais n'ayant aucune incidence sur les autorisations	(203 658)	(263 127)
Ajustements pour les éléments sans incidence sur le coût de fonctionnement net, mais ayant une incidence sur les autorisations :		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	363 239	379 955
Paiements sur les obligations au titre d'immobilisations corporelles louées	43 687	36 090
Augmentation (diminution) des charges payées d'avance	(32 472)	(917)
Total des éléments sans incidence sur le coût de fonctionnement net, mais ayant une incidence sur les autorisations	374 454	415 128
Autorisations demandées	1 733 807	1 725 545

Services partagés Canada
Notes à l'état des résultats prospectif
Pour l'exercice se terminant le 31 mars

b) Autorisations demandées

	Résultats projetés 2016-2017	Résultats prévus 2017-2018
	(en milliers de dollars)	
Autorisations demandées:		
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement	1 341 498	1 263 902
Crédit 5 – Dépenses en capital	429 345	379 955
Montants législatifs	90 030	81 688
	<u>1 860 873</u>	<u>1 725 545</u>
Moins :		
Autorisations disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs *	(127 066)	-
	<u>1 733 807</u>	<u>1 725 545</u>
Autorisations demandées		

* Le montant périmé estimé total de 127 millions de dollars en dépenses de fonctionnement et dépenses en capital inclut un montant de 42 millions de dollars en fonds non disponibles, tels que des reports de fonds en 2017-2018, des affectations bloquées et des ajustements aux régimes d'avantages sociaux des employés, ce qui résulte en 85 millions de dollars pour des opportunités d'investissement, incluant le support aux ministères partenaires.